



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

DDDCL/BE/SF

Dossier n° 93 B 29 00038 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension n° 2013-1885 du 26 juin 2013
relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93)
sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre I^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement », notamment l'article L. 514-2 ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2010-576 du 31 mai 2010 modifiant la colonne B de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relatif à la taxe générale sur les activités polluantes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2013, faisant suite à sa visite inopinée du 18 mars 2013, établissant que la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) exploite sur le site du 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320) des activités relevant des rubriques suivantes :

2716-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³ [AUTORISATION] ;

2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux [AUTORISATION] ;

Vu le même rapport, proposant de mettre en demeure la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) de régulariser la situation administrative de l'installation qu'elle exploite 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320) dans un délai n'excédant pas trois mois et de suspendre les activités de cette installation jusqu'à l'obtention de la décision relative à la régularisation de sa situation administrative ;

Considérant que, l'article L. 514-2 du code de l'environnement, sur lequel se fonde la proposition de suspension, ne prescrit pas que l'arrêté pris à cette fin soit soumis à l'examen préalable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les activités, liées aux déchets, exercées sur le site, sont exploitées sans l'autorisation requise ;

Considérant que la nature des déchets, leurs composition, origine et destination sont incertaines ;

Considérant l'absence du registre retraçant les opérations relatives à la gestion des déchets (production, expédition, réception ou traitement) demandé par l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;

Considérant que la présence de déchets dangereux, tels que l'amiante, ne peut être exclue ;

Considérant que la gestion et les conditions d'entreposage, sur des surfaces non imperméabilisées, des déchets présents sur le site ne permettent pas de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la fragilité des capacités techniques et financières de la société ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), dont le siège social est situé au 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), exploitant, sans l'autorisation prévue à l'article R. 512-2 du code de l'environnement, au 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320) une installation classable sous les rubriques suivantes :

2716-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³ [AUTORISATION] ;

2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux [AUTORISATION] ;

est mise en demeure, en application de l'article L. 514-2 du code de l'environnement, de régulariser sa situation administrative dans un délai n'excédant pas trois mois.

Les activités de transit et de regroupement de déchets de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), en application de l'article L. 514-2 du code de l'environnement, pour l'exploitation de son installation sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois (93320), sont suspendues jusqu'à l'obtention de la décision relative à la régularisation de sa situation administrative ;

Article 2 : Conformément à l'article R. 512-73 du code de l'environnement, la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) est tenue de prendre, pendant la durée de suspension de fonctionnement, toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-3 du code de l'environnement, la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) est tenue d'assurer à son personnel, pendant la durée de suspension de fonctionnement, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) au 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire des Pavillons-sous-Bois pour information.

Article 7 : Voies et délais de recours (article R. 514-3-1 du code précité) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

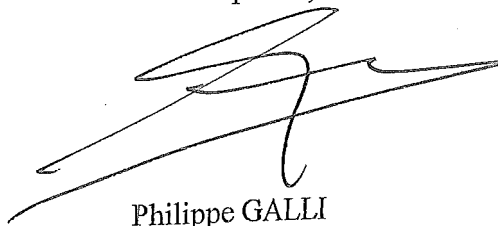
1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet chargé de mission et de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.

Philippe GALLI